Les élites agricoles et la société globale

Pierre Muller

▶ **To cite this version:**

Pierre Muller. Les élites agricoles et la société globale : compte rendu de l'Académie d'Agriculture de France. [Rapport de recherche] Académie d'Agriculture de France. 2011, pp.2. hal-03460251

HAL Id: hal-03460251
https://sciencespo.hal.science/hal-03460251

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES ÉLITES AGRICOLES ET LA SOCIÉTÉ GLOBALE

par Pierre **Muller**[1]

La période des années cinquante et soixante constitue un extraordinaire laboratoire d'idées pour qui veut comprendre les transformations de la société française. C'est une époque où, après le cataclysme de la Seconde Guerre mondiale, parvient au pouvoir une génération de leaders politiques, syndicaux, professionnels qui vont tenir les rênes du pouvoir jusqu'à aujourd'hui, pour le meilleur et pour le pire serait-on tenté de dire. Au-delà des clivages politiques où idéologiques, et sans vouloir faire de cette période une sorte « d'âge d'or », il est tout à fait intéressant de constater la capacité de ces élites à construire une vision cohérente de la société française et de rôle que l'État doit y jouer à travers la mise en place de politiques modernisatrices. Aucun secteur n'échappe ainsi à cette volonté de changement et l'agriculture, avec les lois d'orientation de 1960 et 1962, y prend toute sa part.

Lorsque l'on observe cette période avec le recul, on ne peut qu'être impressionné par l'implication des élites agricoles d'alors dans l'action réformatrice de l'État, parce que les élites rurales elles-mêmes s'étaient placées dans une posture active par rapport aux changements de la France à cette époque. Il y avait une sorte d'homologie entre la capacité de « vision » des élites agricoles et rurales de l'époque et l'action de l'élite modernisatrice au sein de l'État, parce que les élites agricoles avaient réussi à intégrer leur projet modernisateur dans une vision globale des transformations de la société française.

C'est évidemment la « saga » du CNJA qui exprime le mieux cette histoire d'une complicité entre élites politiques, élite administrative et élite professionnelle. D'un côté, on a de jeunes cadres agricoles dont l'ambition est de décloisonner leur profession, de la mettre en phase avec la société française. Pour eux, formés, rappelons le, dans les cercles de réflexion de la JAC, le fait de « penser global » est une sorte d'évidence et leur projet ne prend son sens que dans une perspective à la fois humaniste et sociétale. De l'autre, on a des acteurs fascinés par cette extraordinaire aptitude d'une profession pourtant synonyme de tradition voire d'immobilisme à construire un projet porteur d'une vision du monde allant bien au delà de la question rurale.

C'est en cela que ces responsables agricoles nous sont apparus comme des *médiateurs* capables de traduire une évolution globale qu'ils percevaient comme inéluctable en un référentiel sectoriel et professionnel qui valorisait une vision dynamique de l'agriculture : l'action des élites agricoles et rurales (en particulier les dirigeants issus de la filière JAC-CNJA) contribuait à rendre visible et *lisible* le basculement du référentiel global des politiques publiques en France (émergence d'un référentiel de modernisation), non seulement parce que leur projet portait sur l'adaptation de l'agriculture aux transformations de la société française mais parce que leur action en tant « qu'intellectuels » porteurs d'une vision du monde participait pleinement à la production du nouveau référentiel global, comme le montre leur présence dans les lieux ou la volonté de moderniser la France était affichée (le Commissariat au plan par exemple).

[1] Correspondant de l'Académie d'Agriculture de France, directeur de recherche au CNRS, CEVIPOF-SciencesPo, 98, rue de l'Université, 75007 Paris.

Copyright – Académie d'Agriculture de France – 2009. Séance du 11 février 2009.

Au cours des années soixante dix et surtout quatre-vingt, la situation semble bien différente. Les élites agricoles et rurales semblent se heurter à une difficulté croissante à être porteuses d'une vision globale de la place de l'agriculture qui soit en phase avec les transformations des sociétés et en particulier le processus de globalisation. Tout se passe comme si les élites agricoles assistaient, impuissantes, à la montée d'un référentiel de marché centré sur la diffusion d'une vision libérale des échanges économiques et du rôle de l'État. Bien entendu, lorsque l'on va sur le terrain, on ne peut qu'être frappé par le foisonnement d'initiatives en tous genres visant à inventer de nouvelles formes d'agriculture et de nouveaux rapports au territoire. Mais ces initiatives ne débouchent pas véritablement sur la définition d'une vision du monde qui pourrait permettre aux élites agricoles de prendre véritablement leur part aux débats sur la définition des politiques publiques dans un contexte de mondialisation et de libéralisation. D'où ce sentiment que les représentants de la profession agricole campent sur une position défensive qui contraste de manière saisissante avec le caractère offensif de l'action de leurs aînés.

Ils sont ainsi contraints de défendre une Politique agricole commune qui s'effrite peu à peu sous les coups de boutoir de la libéralisation des échanges, alors qu'en 1958 la France avait imposé son modèle de politique agricole. Cela n'empêche pas de nombreux agriculteurs d'inventer, sur le terrain, de nouvelles solutions, mais si l'on se place du point de vue de la contribution de l'agriculture à la compréhension des évolutions sociopolitiques de la société française, force est de constater que ces initiatives ne débouchent pas sur un projet *global* : le monde rural n'est plus un lieu où l'on fabrique une explication du global, sauf si l'on inclut le rôle de certains acteurs se réclamant du rural pour développer une posture de contestation du « modèle dominant ».

La question que l'on est alors en droit de se poser est celle de savoir si, dans le cadre d'une crise qui semble remettre en cause, à son tour, le référentiel de marché comme modèle global, les élites agricoles françaises vont être en mesure de participer aux débats concernant les nouveaux défis liés à l'environnement, aux enjeux globaux de la sécurité alimentaire ou aux nouveaux enjeux territoriaux, et donc à retrouver une capacité à « penser global ».

Copyright – Académie d'Agriculture de France – 2009. Séance du 11 février 2009.